

## RENCONTRES REGIONALES POUR L'AVENIR DE L'**AGROALIMENTAIRE**



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA  
RÉGION CENTRE



*Région Centre*

### Atelier thématique n°7:

Thème - « Soutenir l'émergence de stratégies collectives nationales et internationales de filières et de projets collaboratifs. Contribuer à l'équilibre des relations commerciales entre acteurs, de l'amont agricole au commerce. »

## Introduction: objectifs et cadre général (1/2)

### ATELIERS REGIONAUX THEMATIQUES

#### ☐ Objectifs généraux

**Mobiliser** l'ensemble des acteurs de l'agroalimentaire dans les territoires

**Contribuer** au redressement productif en **stimulant** durablement le développement et la compétitivité du secteur

#### ☐ Leviers de conduite de la réflexion: 7 thèmes de travail, dont 3 obligatoires\*

Attentes des consommateurs, qualité et traçabilité des produits, proximité de la production

Innovation, recherche et développement, propriété intellectuelle

Projets d'entreprises, accès aux financements publics et privés

\*Emploi, attractivité des métiers, conditions de travail, formations initiale et continue

\*Stratégies d'exportation, promotion des produits

Attentes de la société, enjeux environnementaux et pratiques agro-industrielles

\*Stratégies collectives, projets collaboratifs, relations commerciales entre acteurs

#### ☐ Objectif opérationnel

Etre **pragmatique** – Formuler des propositions opérationnelles destinées à nourrir un plan d'actions national concerté, à finaliser pour mai, dans la perspective de la « Loi d'avenir » prévue pour mi 2013.

## Introduction: objectifs et cadre général (2/2)

### APPUI: REFERENT AGROALIMENTAIRE DRAAF/DIRECCTE (et son équipe)

#### ☐ Objectifs – mission

Le référent se mobilise pour la mise en œuvre, dans sa région, des *Rencontres régionales*.

A ce titre, le référent:

- Coordonne l'action des services de l'Etat, en étroite collaboration avec le Conseil régional, pour le bon déroulement des ateliers régionaux: choix des thèmes de travail, constitution des groupes, réunion des groupes;
- Participe, en tant que de besoin, à un point d'étape avec l'ensemble des industriels pilotes des ateliers thématiques de la région;
- S'assure, auprès des services de l'Etat et du Conseil régional, de la consolidation, par les ateliers thématiques de la région, de leurs travaux selon la présente trame;
- Veille à la réalisation, par le comité de rédaction, de la synthèse régionale des travaux de l'ensemble des ateliers, qui sera envoyée aux administrations centrales.

#### ☐ Contact Catherine PERRY

- Par téléphone et courriel

*Bureau: 02 38 77 40 01*

*Mél: catherine.perry@agriculture.gouv.fr*

- Participation au(x) point(s) d'étape

*Date: 5 mars 2013*

*Lieu: DRAAF*

## Trame de feuille de route de l'atelier thématique (1/2)

### ☐ Institutionnels

M Villevalois (ARIAC)

M Vaurs (Coop de France)

Mme Gotrot Besse (Direccte)

Mme Pradere (DRAAF)

M Badoux (CCI 41)

### Entreprises

M Machado (Antartic)

M Leseure (LSDH)

M Boileau (Coop de Verneuil)

☐ Industriel pilote : M LESEURE (LSDH)

☐ Copilote

☐ Secrétaire : Mme PRADERE (DRAAF)

☐ Animateur : M VAURS (Coop de France)

## Trame de feuille de route de l'atelier thématique (2/2)

### Calendrier des réunions de travail

☐ [Date 1:16 janvier 2013](#)

☐ [Adresse lieu 1:DRAAF](#)

*Absents:*

☐ [Date 2 :5 mars 2013](#)

☐ [Adresse lieu 2: DRAAF\(salle AGRACO\)](#)

*Absents:*

☐ [Date 3 :](#)

☐ [Adresse lieu 3:](#)

*Absents:*

## Cadrage du thème de travail: périmètre et définition

### ☐ Périmètre et définition du thème

#### *Problématiques retenues pour le thème*

*La Loi de modernisation de l'économie doit elle être simplement mieux appliquée ou la libre négociabilité des tarifs est elle antinomique avec le déséquilibre manifeste du pouvoir respectif de marché des maillons des filières ?*

*Comment s'articulent les dispositions de la loi de modernisation de l'économie et la loi de modernisation agricole ?*

*L'observatoire des prix et des marges répond il aux attentes des professionnels et des consommateurs en matière de transparence des mécanismes de formation des prix et des marges au sein des chaînes d'approvisionnement alimentaire ?*

*Comment dégager des marges ou valeur ajoutée à chaque stade de fabrication avec un pouvoir d'achat stagnant et une GMS en position dominante ?*

*Y a t il un juste prix qui puisse concilier le pouvoir d'achat du consommateur et une rémunération équitable des maillons des filières ?*

*Les IAA sont elles suffisamment informées des dispositifs de soutien à l'innovation ?*

#### Appui existant

## Constat et analyse des enjeux - Synergies

### ☐ Constat général et analyse des défis et enjeux actuels et à venir pour l'industrie agroalimentaire régionale et française, au regard du thème choisi

Les relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs s'inscrivent dans le secteur agroalimentaire, dans un rapport de force caractérisée par la très forte concentration des acheteurs face à des fournisseurs qui dépendent de la grande distribution pour plus de 70 % des débouchés des produits agroalimentaires.

La volatilités des prix des matières premières et la volonté de l'Etat de ne pas augmenter le panier de la ménagère positionnent les IAA en amortisseurs.

Le rapport au prix des produits alimentaires est tronqué.

Les entreprises doivent répondre aux besoins croissants de la GMS qui ne respectent plus les conditions générales de vente prévues par la LME(pénalités, délai de paiement, hausse des tarifs...).

Les entreprises notent qu'il n'est plus possible de négocier avec la GMS même en cas d'augmentation des dépenses d'énergie. La GMS ne respecte plus les règles et il n'y a plus de négociation possible (refus de négocier de certaines enseignes).

La situation économique de certaines IAA qui connaissent des problèmes de trésorerie contribue à desservir le système.

Seule la menace de pénurie peut contrer le rapport de force.

La DGCCRF n'intervient pas sur le non respect des conditions de vente et aucune entreprise ne porte plainte dans le contexte actuel .

Les IAA françaises doivent faire face au protectionnisme de certains enseignes étrangères implantées en France mais qui n'achètent que des produits transformés dans leur pays.

## Constat et analyse des enjeux - Synergies

### ☐ Constat général et analyse des défis et enjeux actuels et à venir pour l'industrie agroalimentaire régionale et française, au regard du thème choisi

Dans un contexte international, la LME qui est une loi franco française met les IAA en difficulté avec un risque de perte de part de marché.

Une entreprise a essayé de négocier en s'appuyant sur les difficultés des producteurs. Elle a réussi à mettre en place un modèle fondé sur la valorisation des prix agricoles mais ceci est très risqué pour l'avenir agricole.

Si le système ne permet pas de rémunérer tous les étages de la fusée, certains secteurs agricoles vont disparaître ainsi que les IAA et l'excédent commercial.

Pour les entreprises, l'observatoire des prix et des marges part d'une bonne intention mais il est très difficile de s'y retrouver.

Dans le secteur laitier, la région Centre a mis en place une négociation horizontale qui prévoit une négociation globale de l'ensemble des entreprises avec l'ensemble des producteurs et non entreprise par entreprise avec producteur par producteur. La contractualisation entre groupement de producteurs est nécessaire pour le cas de producteurs atomisés car elle permet de construire une vraie négociation globale. La clause de sauvegarde de pénalisation de l'entreprise qui produirait plus en cas de surproduction est acceptée et considérée comme une bonne chose par les IAA, mais il est nécessaire de trouver un accord au moins européen

La contractualisation entre les IAA et les producteurs est nécessaire notamment pour les cultures sur la durée.

Les comportements spéculatifs sur certaines filières nuisent à la rémunération de la filière.



# Proposition d'actions

## ☐ Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau national

- Augmenter les contrôles de la DGCCRF en matière de respect des conditions générales de vente
- Faire évoluer l'observatoire des prix et des marges dans un souci de lisibilité et de transparence
- Limiter la réglementation franco française et Développer une approche européenne en la matière

## ☐ Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau régional